

Le Japon doit définir une nouvelle stratégie économique

Que ce soit du point de vue de la croissance (3,8 % pour l'année fiscale 1982), du chômage (2,4 %), de l'équilibre extérieur ou des prix, le Japon continue de présenter des résultats macro-économiques d'ensemble nettement meilleurs, en général, que ceux des autres grands pays occidentaux.

Ces dix dernières années, le Japon n'en a pas moins connu des problèmes d'adaptation d'une ampleur au moins égale sinon supérieure à ceux des autres pays de l'OCDE. L'économie nipponne a été en première ligne de presque tous les « chocs » qui ont affecté les relations internationales, depuis les fluctuations du dollar des Etats-Unis (son premier partenaire et de loin) jusqu'à celles du prix du pétrole (dont elle est le premier importateur mondial).

1 Une croissance de plus en plus tirée par l'exportation

La croissance japonaise s'est profondément transformée. Tout d'abord, elle s'est ralenti très fortement au cours des années soixante-dix : d'un taux supérieur à 10 % de 1955 à 1970, elle tombe d'abord à 7 %, puis à 4 % environ dans la période suivant le premier choc pétrolier (tableau 1). Les résultats du début des années quatre-vingts paraissent encore plus faibles. Ce ralentissement global de la croissance est accompagné d'une mutation des composantes de cette croissance, qui se traduit par deux phénomènes particulièrement marquants.

TABLEAU 1
Contributions
à la croissance économique
du Japon
(aux prix de 1975)

(Taux de croissance annuels en % du PNB)	65 à 70	70 à 73	73 à 80	80 à 81
Consommation privée	5,1	4,2	1,7	0,7
Investissement privé non résidentiel	3,3	1,1	0,4	0,2
Solde extérieur	-0,4	-0,7	+1,0	+1,8
Autres agrégats (*)	3,1	2,1	0,8	0,1
TOTAL = PNB	11,1	6,7	3,9	2,8

Source : Economic Planning Agency; calcul sur les années fiscales.

(*) Investissement privé résidentiel, investissement public, dépenses gouvernementales, variations de stocks.

a) L'investissement privé non résidentiel, qui était au centre de la dynamique de l'économie japonaise au cours des années cinquante et soixante, voit son rôle moteur pratiquement neutralisé depuis le premier choc pétrolier.

b) A l'inverse, le solde des biens et services, dont l'équilibre fragile tendait à jouer un rôle de frein du développement, se transforme en moteur principal de la croissance ; sans cet accroissement du surplus extérieur en volume, la croissance de l'économie japonaise aurait été au moins réduite d'un quart depuis le premier choc pétrolier.

Ces deux phénomènes révèlent en fait une modification profonde de la logique économique japonaise : à une croissance largement aut centrée succède une croissance plus extravertie. Jusqu'au début des années soixante-dix, la croissance japonaise était davantage orientée vers le

marché intérieur que vers les marchés mondiaux, et l'exportation servait pour l'essentiel à payer la forte croissance des importations de matières premières et des technologies nécessaires à l'industrie. Le ralentissement de la croissance interne et la hausse des prix du pétrole se sont combinées pour freiner la demande d'importation et pousser les entreprises à chercher à l'extérieur les sources de leur dynamisme.

2
**Une industrie
 qui garde
 de forts gains
 de productivité**

Ces transformations, et en particulier le recul de l'investissement, se sont produites sans remettre en cause la situation favorable de l'industrie manufacturière au sein de l'économie japonaise. En effet, si l'on excepte les années consécutives aux deux chocs pétroliers, le rythme de croissance des gains de productivité de l'industrie manufacturière s'est maintenu dans la tendance passée (cf. tableau 2) permettant au Japon de rattraper et parfois même de dépasser les niveaux atteints dans les autres économies occidentales.

TABLEAU 2
 Evolution de l'industrie
 manufacturière japonaise

(Taux de croissance annuels %)	53 à 71	71 à 73	73 à 75	75 à 80	80 à 81 (*)
Valeur ajoutée (prix de 1975)	12,5	11,7	- 3,0	+ 9,4	+ 3,1
Productivité du travail	8,9	9,9	+ 0,3	+ 8,7	+ 1,7

Source : Economic Planning Agency.

(*) Estimations.

Cette concomitance du recul de l'investissement (notamment dans le secteur manufacturier) et du maintien de forts gains de productivité peut à première vue paraître paradoxale. En réalité, elle démontre que le Japon est passé très tôt d'une croissance extensive de ses capacités de production à une rationalisation des équipements existants. Désormais, il s'agit moins d'accroître le rythme de croissance en volume (qui n'est guère plus élevé que dans les autres pays industriels) que d'utiliser au mieux ce qui existe. Cette phase, particulièrement favorable dans un contexte de crise, a été rendue possible grâce à deux facteurs :

- un stock d'équipements dont la moyenne d'âge est plus faible qu'ailleurs ;
- le maintien d'un assez grand climat de confiance entre la main-d'œuvre et les directions d'entreprise, car la rationalisation ne se traduit pas en général par des suppressions d'emplois mais par des changements d'affectation.

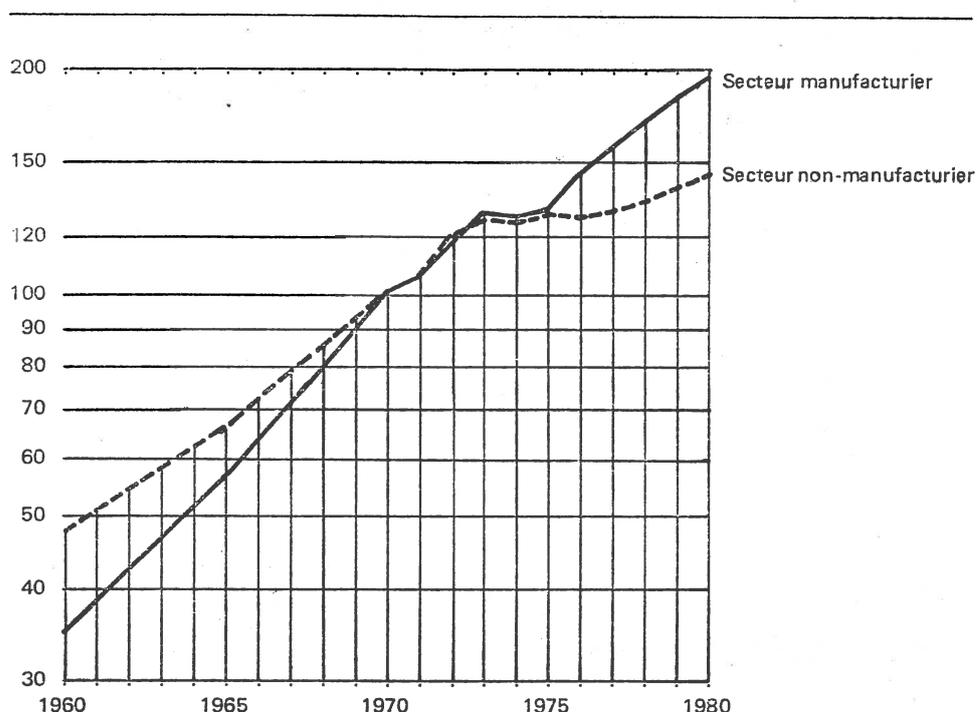
3
**Une dynamique
 macro-économique
 qui reste favorable**

Comme par le passé également, le secteur manufacturier, au cours de la période 1975-1980, a continué de transférer la plus grande partie de ses gains de productivité au reste de l'économie, sous forme de baisse de ses prix relatifs, contribuant ainsi largement à freiner le rythme d'inflation intérieur de l'économie japonaise et à maintenir sa compétitivité vis-à-vis de l'extérieur. Cette baisse des prix relatifs s'est manifestée à deux niveaux, d'une part en améliorant le pouvoir d'achat des ménages en biens de consommation (ce qui tend à réduire les revendications salariales), d'autre part en allégeant les dépenses des autres secteurs économiques (ce qui leur permet d'accroître l'emploi en ralentissant leur productivité, cf. graphique).

Par ailleurs, la combinaison d'une forte croissance des gains de productivité manufacturière et d'un faible dynamisme de la demande intérieure se traduit, hors tout processus de valorisation de la monnaie, par une poussée irrésistible à l'exportation dans un certain nombre de secteurs (1), notamment dans le secteur automobile.

(1) Ce phénomène pouvait être prévu dès le milieu des années soixante-dix. Cf. « Une économie à la recherche de la spécialisation optimale : Japon 1960-1980 » (GEPI, Librairie du commerce international, 1976).

GRAPHIQUE
Indices
de la productivité
apparente
du travail
au Japon
(base 100 = 1970)



Source : MITI-EPA et estimations CEPII pour la période 1960-1970.

4 Une stratégie qui atteint ses limites

Ainsi que l'a montré une étude réalisée par un groupe d'experts CEPII-Renault-Peugeot-CSCA (2), l'avantage de prix obtenu par les Japonais au taux de change courant pour le secteur automobile a été, au cours de la période 1975-1980, compris entre 22 et 44 % vis-à-vis de tous les constructeurs européens, selon que la valeur du Yen était élevée (1978) ou faible (1979) (cf. tableau 3). Au cours des années soixante-dix, la part du marché mondial détenue par les producteurs nippons est passée de 5 à 18 %, et la part de la production destinée à l'exportation s'est accrue de 16 %, tandis que le marché intérieur demeurait intégralement contrôlé par le Japon. Le secteur automobile offre un aspect caricatural et extrême des effets de la compétitivité japonaise dans la remise en cause des positions acquises. En réaction, des mesures d'autolimitation des exportations japonaises ont dû être négociées avec presque tous les pays importateurs.

TABLEAU 3
Comparaison
des niveaux de prix
des automobiles (*)
(base 100 =
Europe occidentale
pour chaque année)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981
France	99	91	92	94	93	92
Allemagne fédérale	113	109	110	105	92	96
Italie	94	97	98	104	99	94
Royaume-Uni	80	95	94	98	117	118
Suède	132	109	104	98	102	95
Europe occidentale	100	100	100	100	100	100
Etats-Unis	72	65	56	64	73	89
Japon	68	71	78	56	58	62

Source : « A global estimation of the differences in production costs between the seven great automobile-manufacturing countries » présenté dans le cadre du programme sur le futur de l'automobile organisé par le MIT.

(*) Moyenne d'indices hors taxes par catégorie de véhicules.

(2) L'étude est fondée sur le recensement des prix hors taxes d'un échantillon représentatif de la production automobile de sept grands pays producteurs. A partir de cet échantillon de prix, on a calculé par pondération un indice global. La mise à jour pour 1981 ne modifie pas les résultats obtenus à l'époque.

Désormais, la compétitivité du Japon bute sur l'obstacle protectionniste. Selon certaines estimations, on considère aujourd'hui que 40% des exportations manufacturières japonaises font l'objet de mesures diverses de protection dans les pays destinataires.

Une partie de cette situation provient bien entendu de la crise mondiale, mais il arrive fréquemment que ces mesures de sauvegarde provisoire, conçues pour permettre la mise en œuvre des nécessaires réformes structurelles, tendent en réalité à devenir permanentes. Les Etats-Unis en offrent les meilleurs exemples dans le cas de l'industrie automobile comme dans celui de l'électronique grand public, où les mesures provisoires sont prolongées. Le Japon lui-même ne fait pas exception à la règle puisque les mesures prises en 1978 pour protéger les industries « en dépression structurelle » viennent d'être prolongées de quatre années.

Dans un monde en crise, le Japon ne peut plus espérer poursuivre son mouvement d'expansion internationale sous sa forme actuelle, et il va devoir démontrer une nouvelle fois sa capacité d'adaptation en redéfinissant sa stratégie économique.

Vient de paraître



Rédaction :

Centre
d'études prospectives
et d'informations
internationales,
9, rue Georges-Pitard,
75015 Paris.
Tél. : 842.68.00.
Rédacteur en chef :
Gérard Lafay.

Edition :

La Documentation française,
Abonnement d'un an
(8 numéros) : 130 F.
Commande adressée à
La Documentation française,
124, rue Henri-Barbusse,
93308 AUBERVILLIERS CEDEX.
Règlement à réception
de la facture.

Directeur
de la publication :
F. Gallouédec-Genuys.

CPPP n° 1462 AD.
Dépôt légal n° 1 375,
1^{er} trimestre 1983

Imp. Graphic-Expansion S.A.,
Nancy.

Imprimé en France.

Revue trimestrielle du CEP II (*).

N° 11, 3^e trimestre 1982, 304 pages.

Les grands acteurs de la scène énergétique mondiale

Depuis 1973, la demande de pétrole absorbée par les pays industriels a baissé pour ne plus représenter que le quart de l'énergie totale produite dans le monde au lieu du tiers en 1973. Face à cette modification, il importe d'estimer la configuration de la scène énergétique mondiale à l'horizon 1990 : quelle sera l'évolution de la consommation des pays industriels, de quelle marge de manœuvre disposeront les compagnies pétrolières et l'OPEP dans un contexte de croissance économique ralentie ? Telles sont les questions qu'une étude des grands acteurs de la scène énergétique mondiale permet d'éclairer.

Le dossier présenté dans ce numéro a été préparé par le département SACHEM-ENERGIE, avec le concours des entreprises associées à ce projet au sein du Club CIREM. Avant-propos de A. Brender, articles de A. Chevallier, N. Kousnetzoff, P. Criqui, J.-M. Chevalier, P. Gaye, C. Beaucourt, F. Bourdeau.

(*) En vente à la Documentation Française.

Tarifs applicables à compter du 1^{er} janvier 1983 :

- Abonnement d'un an (4 numéros) 195,00 F
- Prix au numéro 54,00 F